



CAMPAGNES JOSE BOVE ET GAUCHE ALTERNATIVE

ELEMENTS DE BILAN

Si une grande majorité des Alternatifs des Alpes-Maritimes s'est pleinement engagée dans la campagne présidentielle de José Bové, cet engagement n'a pas pour autant fait l'unanimité au sein des Alternatifs de notre département. Le débat en assemblée générale départementale, qui avait eu lieu à Nice le 2 février 2007, avait reflété ce pluralisme : l'engagement, à la fois fort et critique, était le fait d'une forte majorité, mais ne faisait pas l'unanimité (un quart d'abstentions au moment du vote).

Les deux textes qui suivent donnent des éléments de bilan. L'un reflète un point de vue largement majoritaire, l'autre exprime un point de vue minoritaire dans la fédération des Alpes-Maritimes des Alternatifs.

CAMPAGNE BOVE : LIMITES ET APPORTS

Par Bruno Della Sudda

Ce point de vue sur la campagne Bové, s'il est individuel, tente de synthétiser de manière lapidaire les remarques et les éléments de réflexion de ces dernières semaines au sein de la fédération des Alpes-Maritimes des Alternatifs, dont une large majorité s'est investie dans la campagne Bové.

1. Un contexte très défavorable : celui, très lourd, du scrutin lui-même (voir édito) et celui de l'éclatement de la gauche anti-libérale, avec le profond désarroi qui a suivi pendant quelques semaines, puis l'appel Bové et son écho bien au-delà des réseaux militants de la gauche anti-libérale, permettant le lancement de la pré-campagne, mais dans l'incertitude totale jusqu'au bout (parrainages) et avec des moyens dérisoires.

2. Des limites évidentes : largement corrélées à ce qui précède, ce sont celles de l'urgence et de la semi-

Troisième trimestre 2007

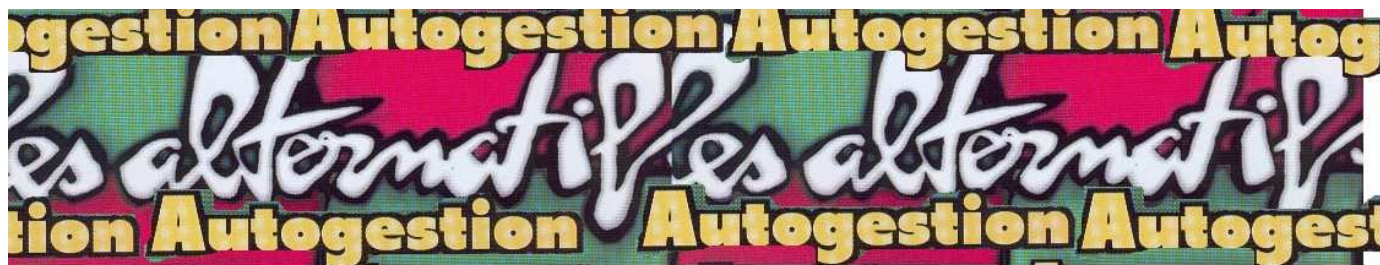
Pour un bilan réaliste, et des perspectives enfin alternatives...

Par Jean-Michel Mansillon

On ne peut à mon sens avancer dans l'illusion, et toujours rechercher, et donc trouver, des motifs de satisfaction et de justification n'y aide pas. Ce n'est pas vrai seulement pour le PS ou le PC...

Le bilan de cette période que nous sommes laissés imposer comme électorale (certes, elle l'était, mais la vie politique devait-elle nécessairement s'y réduire ?) me semble calamiteux, comme il était prévisible :

1. Sur le plan strictement électoral, les chiffres sont suffisamment parlants ; non seulement, ils nous rappellent notre place présente, mais ils contribuent à nous y fixer, au sens où un résultat électoral fige ce qui est en mouvement, et arrête le regard sur une image présente.



improvisation qui ont conduit à l'impossibilité de maîtriser collectivement le processus de campagne et de mener à bien le travail d'élaboration programmatique indispensable permettant de s'appuyer sur les 125 propositions tout en les précisant ou en les enrichissant. Ce travail n'a été fait que de manière très partielle et dans quelques domaines seulement, en particulier la question - importante il est vrai- du développement durable et du nucléaire. Mais les limites ne sont pas toutes corrélées au contexte très défavorable : l'exemple de la démocratie active et de la perspective autogestionnaire le montre bien. Ce thème, essentiel pour nous, ne l'était pas pour tout le monde au sein des comités Bové dans cette campagne, et c'est resté un thème général, avec quelques principes et une dose d'intuition, mais peu de contenu alors que ce devait être un point fort de la campagne Bové, d'autant plus que l'indigence des 125 propositions était patente sur ce thème. On pourrait en dire autant sur la question du féminisme et des droits des femmes...

Enfin, l'ambiguïté de départ (à la fois meilleure candidature de rassemblement et candidature de la mouvance de la gauche alternative), absolument prévisible (héritage de l'éclatement de la gauche anti-libérale), a persisté tout au long de la campagne : la première dimension cédant de plus en plus à la seconde. Mais cette limite était-elle évitable ?

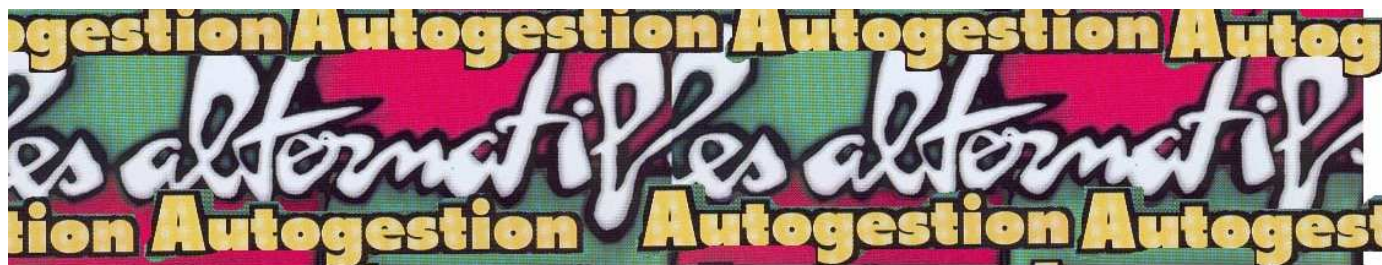
3. Quels apports ?

Ils apparaissent, pour l'essentiel, de deux ordres : l'expression de la mouvance de la gauche alternative à un niveau inconnu jusque-là ; le pari réussi de « faire autrement ». La modestie des résultats ne doit pas faire oublier le premier point : la mouvance de la gauche alternative, jusque-là invisible à l'échelle nationale, s'est faite entendre, au même titre que le PCF ou la LCR, ou encore les Verts ou LO (et grosso-modo dans les mêmes eaux électorales), en lien avec la référence altermondialiste. Et si cette mouvance est partie intégrante de la gauche anti-libérale, elle en est une composante distincte du PCF et de la LCR sur le plan programmatique et idéologique, et sur le plan des

2. Sur le plan de la diffusion des idées et de l'évolution des esprits, je considère que le bilan est nul (sinon pour ceux qui avaient déjà ces idées, ce qui n'est plus une diffusion), pour une raison qui me semble évidente, bien que je sache qu'elle n'est pas entendue : les idées que nous avons voulu défendre et diffuser ne sont ni audibles, ni intelligibles, non par faiblesse intrinsèque, mais dans leur contexte ; nous ne savons être attentifs qu'à la transmission, et pas aux conditions de réception. Croire que le contexte passionné, affectif, personnalisé, des élections, permet le recul nécessaire aux remises en causes intellectuelles et affectives pourtant nécessaires relève de l'illusion. Ce qui ne signifie pas qu'il faut se soumettre à ces conditions ; mais ce n'est pas dans ce cadre là que nous pouvons avancer. Que l'on prenne un peu de recul, sur 20 ans, 50, 100 ans, comme on voudra : le militantisme « traditionnel » a-t-il contribué à l'implantation de nos idées ? A chaque génération, elles sont un peu plus minoritaires... A l'issue de ce « combat » électoral, j'aimerais qu'on puisse me montrer que les idées féministes ou autogestionnaires ont progressé dans les représentations de l'immense majorité pour qui elles ne signifient rien...

3. Sur le plan de notre visibilité (celle des Alternatifs ou la Gauche Alternative), je pense que le bilan est négatif, c'est-à-dire que notre visibilité n'est pas meilleure, mais moindre. Non pas qu'on n'ait pas « parlé de nous » (en effet, notamment pendant la période des collectifs unitaires, nous avons été cités bien plus qu'à l'ordinaire), mais suffit-il que l'on parle de nous ? Quelle image apparaît, en fin de compte ? Je crains que le fait que ce soit dans le contexte électoral, avec son cortège de tractations, de luttes d'influences, de volontés hégémoniques, quand bien même nous prétendons nous situer à l'opposé de cela, ne produise l'image de politiciens parmi les autres, marginaux et minuscules, mais voulant jouer comme les grands et reproduisant leurs comportements, y compris les plus détestables. Ce n'est peut-être pas l'image qu'ont de nous quelque militants qui travaillent avec nous, mais pour les autres ? Et peut-on affirmer sans réserve que cette apparence là est tout à fait fausse ?

Sans doute des adhésions nouvelles se feront, mais je connais aussi des militant-e-s proches qui s'éloignent.



pratiques politiques. Celles et ceux, et ce n'est qu'un exemple, qui ont participé au meeting Bové à l'Ariane, l'ont bien vu : nous avons expérimenté une autre pratique politique, et cela nous amène au second point, plus important encore que le premier. C'est le principal apport de cette campagne : l'expression des pratiques construites dans l'altermondialisme (travail en réseaux et pratique du consensus, refus des hiérarchies et complémentarité des thèmes programmatiques : ni « paradigme rouge » ni « paradigme vert », dimension immédiatement internationaliste et altermondialiste, brassage des cultures politiques diverses et activité politique construite de manière égalitaire par des associatifs, des syndicalistes et des militant-e-s politiques venu-e-s de presque tous les horizons de la gauche). L'exercice pédagogique exigé par une campagne électorale est un formidable défi à relever : il faut alors s'adresser à l'ensemble de la population à un moment où celle-ci est plus réceptive et ne plus s'adresser au public des réseaux militants. C'est un moment d'apprentissage incontournable pour nous, et un moment de politisation pour beaucoup. Enfin, il est essentiel de noter que la majorité des hommes et des femmes qui ont participé à cette campagne étaient « sans appartenance politique », y compris dans notre département. Du jamais vu !

Des apports encore fragiles et, répétons-le, des limites évidentes (pour les plus criantes !). Mais ces apports sont essentiels et justifient très largement, pour celles et ceux qui y ont participé, leur engagement à la fois entier et « critique » à la campagne Bové, comme à celle de la « gauche alternative 2007 ».

Avec celles et ceux que nous avons rencontré-e-s et connu-e-s tout au long de cette double séquence électorale, et avec tant d'autres aussi, il reste à faire fructifier ces acquis dans les résistances et le débat sur les perspectives à gauche...

BDS

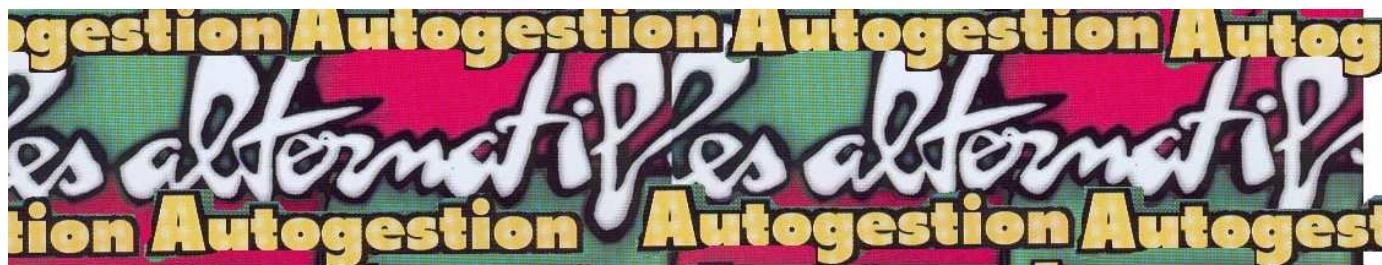
4. Sur le plan de la recomposition, je sais qu'on dira –en fait on le dit depuis le début, on le dit depuis toujours...- que « quelque chose est en marche » (soit), ou qu'une « dynamique » s'est créée (là, je pense qu'il faut beaucoup de foi ; je vois plutôt qu'elle s'est arrêtée).

Je sais bien qu'à cette occasion des gens se sont rencontrés, que des assises se préparent. C'est positif, certes, mais puisqu'il s'agit d'un bilan, il importe de considérer aussi quelques réserves :

-Le rassemblement de forces de gauche en mesure de peser politiquement, incluant donc le PC, la LCR, impliquant donc des compromis, mais capable de créer une réelle dynamique, non limitée aux cercles militants, est devenu, au moins pour une certaine durée, beaucoup plus compliqué et difficile ; certes, ce n'est pas notre fait ; mais est-ce qu'on peut considérer que la candidature Bové, dans les conditions où elle a eu lieu, que notre fort investissement électorale, dans les conditions où il a eu lieu, contribuent, même sur le long terme, à une telle possibilité ? Ou ne peut-on, au contraire, penser qu'une « mise en retrait électorale », dans des conditions qui le justifiaient (accompagnée d'un investissement dans d'autres domaines) eût été plus féconde, aussi bien au niveau du rassemblement et de la crédibilité de la gauche qu'à celui de notre visibilité ?

Par ailleurs, dans cette aventure, J.Bové, doté d'une réelle présence médiatique, a-t-il gagné en crédibilité et en capacité d'action, ou a-t-il perdu celles qu'il avait ?

-Nous aboutirons peut-être, suite aux assises prévues, ou un peu plus tard, à une organisation élargie (quelle qu'en soit la forme), incluant organisations et citoyens : c'est fort bien. **Mais qu'une structure plus large, peut-être plus ouverte, naisse, n'implique pas qu'elle rassemble plus de monde, et encore moins que les idées dont elle est porteuse acquièrent une plus large audience.** Il me semble que des expériences passées l'ont montré. Et la réflexion le montre aussi.



LEGISLATIVES : DES RESULTATS MODESTES MAIS ENCOURAGEANTS

Un véritable bilan à l'échelle nationale de la campagne et des résultats des candidatures « Gauche Alternative 2007 », comme de la campagne et des résultats de Bové aux présidentielles, reste à faire. En moyenne, les candidatures de la Gauche Alternative, au nombre de 120, atteignent environ 1,5% en moyenne pour les candidatures Solidarité Ecologie Gauche Alternative (SEGA), et bien davantage si on tient compte des candidatures soutenues par la Gauche Alternative telles que celles des communistes unitaires comme F.Asensi, J.Fraysse ou P.Braouezec. Ce score de 1,5% est très modeste, mais n'oublions pas qu'à cette échelle, c'est une première (il y avait certes des candidatures sous le label SEGA en 1997 et 2002, avec les Alternatifs et des groupes alternatifs locaux, mais deux fois moins nombreuses et avec des scores en moyennes bien plus faibles). Et en comparaison avec ceux des forces politiques situées à la gauche du PS, les résultats de la gauche alternative sont honorables : inférieurs certes à ceux du PCF, des Verts et de la LCR, mais assez nettement supérieurs à ceux de LO, du MRC ou du PT, dont l'ancienneté et la notoriété sont, dans l'électorat de gauche, bien supérieures aux nôtres.

Et dans notre département ? En tenant compte de la situation qui est la nôtre (sociologie défavorable, fief de l'UMP...), les résultats semblent à la fois modestes et encourageants. Nous avons trois candidatures, dans des circonscriptions où nous avons su éviter la concurrence avec la LCR, mais ni hélas avec le PCF... ni avec les Verts ou LO. Dans deux cas, il est possible de faire une comparaison avec les résultats de 2002, puisque les Alternatifs étaient présents dans la 1^o et la 3^o circonscriptions : les résultats sont meilleurs cette fois-ci (0,79 % au lieu de 0,35% dans la 1^o ; 1,32 % au lieu de 0,88% dans la 3^o) . Dans la 6^o circonscription, c'était une première, et le résultat est très modeste (0,79%).

L'étude détaillée, bureau de vote par bureau de vote, reste à faire elle-aussi. Mais deux éléments ressortent d'un premier et rapide bilan :

Je crains que nous ne mettions, comme on dit, la charrue avant les bœufs.

Je m'explique : une structure nouvelle ne peut apparaître et fonctionner que pour ce qu'elle est, à savoir une structure nouvelle, une de plus et parmi d'autres (ce qui est supprimé et dépassé, auparavant à peu près invisible, n'apparaissant pas). Nous demeurons dans le jeu politique, à son niveau formel. La structure potentiellement dynamique ne peut l'être que par rapport au contenu qu'elle structure, qui lui, doit être innovant, c'est-à-dire autre qu'un discours politique. Il doit être lié à des pratiques ancrées dans la réalité sociale : non pas seulement une réflexion portant sur ce qu'il faut faire, et sur l'organisation en vue de cela, mais la mise en oeuvre dans tous les domaines où une auto-organisation est possible de pratiques autogestionnaires ou y tendant. La structure ne peut être porteuse de sens que lorsqu'elle vient en second, pour fédérer, structurer ce qui est déjà là, en acte.

C'est du moins la perspective autogestionnaire dont nous nous réclamons, ou alors je n'ai pas compris ce que nous entendons par ce terme. C'est la condition à la fois de notre visibilité et de notre crédibilité, alors même que les idées que nous défendons sont très minoritaires et dans l'impossibilité d'être médiatiquement recevables (objectivement, étant donné notre petite place, et subjectivement, étant donné ce que le contexte permet de recevoir). Nous ne pouvons paraître, que ce soit en tant qu'Alternatifs ou en tant que Gauche Alternative, que comme de gentils utopistes (au mieux) ou des agités incapables de transformer le réel ; **seul un ancrage dans des actions alternatives est en mesure de nous donner une consistance.**

- Je pense enfin que non seulement cette progression vers un mouvement plus large aurait pu se faire dans un contexte autre et plus favorable, mais qu'il aurait gagné à le faire, se trouvant en situation plus favorable pour travailler de manière consistante sur une autre approche de l'action politique.

Troisième trimestre 2007

RECUEIL 1
Analyses et perspectives politiques

Rouge-Vert info



- les résultats sont plutôt meilleurs dans les quartiers populaires en général et dans ceux de Nice en particulier (1° et 3° circonscriptions), dans quelques cantons (Carros, Coursegoules) et communes (Gattières, Saint-Jeannet, Gréolières, Cipières) de la 6° circonscription ;

- un résultat nettement supérieur dans la partie niçoise du canton 13 de la 3° circonscription : il s'agit du quartier de l'Ariane (plus de 7%).

Au total, ce sont 1277 hommes et femmes qui ont voté pour la « Gauche Alternative 2007 » dans les trois circonscriptions où nous étions présent-e-s dans ce département. Beaucoup ont fait notre connaissance à l'occasion de ces trois campagnes électorales.

Et au niveau national, alors que nous ne nous y attendions pas, le nombre de nos candidatures ayant passé la barre de 1% a été largement suffisant pour que nous puissions bénéficier pendant toute la législature, du financement des partis et forces politiques sur l'ensemble des circonscriptions où nous étions présent-e-s. Un élément à ne pas négliger...même si l'objectif était d'abord d'installer la gauche alternative dans le paysage électoral et politique.

BDS

« Faire de la politique autrement » demeure plus que jamais un pivot, et doit trouver une traduction pratique.

5. Puisqu'il s'agit d'un bilan, je me permets une dernière remarque, qui porte sur ce que nos choix prioritaires nous empêchent de faire : un approfondissement théorique consistant et un véritable travail d'élaboration.

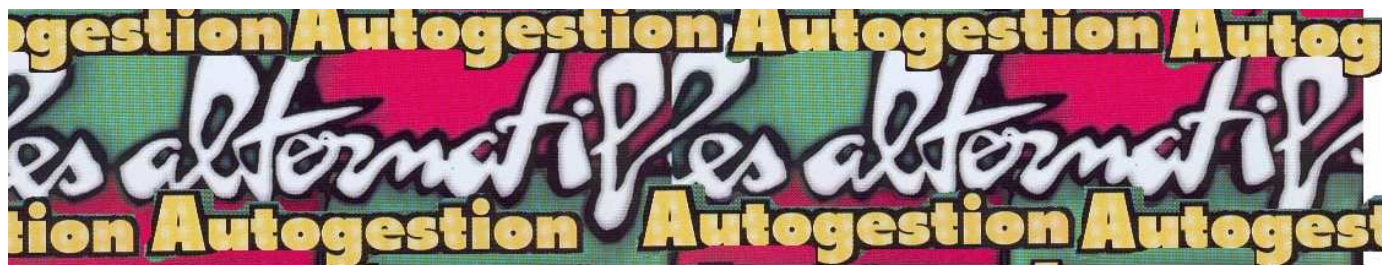
JMM

Comment avancer...

réflexions d'été, au fond du jardin...

Le projet de société qui est en route se construit sur la base de la « casse » des structures de solidarité, du rôle de l'état dans tous les secteurs de la vie économique et sociale française (dans un contexte européen, voire mondial évidemment).

J'ai noté avec intérêt la « doctrine du choc » telle qu'elle est développée par John Berger dans un article du Monde Diplomatique d'août 2007. Favoriser le désastre économique, la casse du cadre social, faire souffler un vent de panique, agrémenté d'un discours expliquant qu'on ne peut plus vivre sur les bases des dernières décennies : « on voit bien que ça ne peut plus fonctionner » ; manipuler les faits, jouer de l'ignorance engendrée par la complexité du fait économique et s'appuyer sur la peur de la population (exemple des retraites et du déséquilibre cotisants retraités, ou le trou de la sécu) en occultant toutes les solutions autres que la fin d'un système élégamment qualifié d'« assistanat ».



On a mis sur pied un système solidaire après la deuxième guerre mondiale, on peut le revoir, avec une réflexion concernant son fonctionnement « démocratique » et son financement.

Le discours gouvernemental, celui des grands médias, culpabilise la population active, les retraités-és, les actionnaires profitant de la croissance vertigineuse des profits et de leurs dividendes.

Il y a une perte de la mémoire historique et politique des faits et choix de société, un désengagement des mouvements et des luttes, par découragement et manque de perspectives qui fassent un peu rêver...

Comment redonner un sens et une dynamique à un combat, à des revendications ?

Salaires, conditions matérielles et morales de travail, sécurité de l'emploi, santé,... la liste est longue, tous les aspects du travail et dans toutes les catégories professionnelles sont touchés.

Comment impulser une recherche vivante d'un autre projet de société ?

Dans cette reconstruction d'un projet, qui implique une construction syndicale et politique, comment les autogestionnaires se situent-ils ?

Les présidentielles, les législatives, ont montré les difficultés à surmonter.

Elles ont fait remonter des approches, des choix, des méthodes qui sont parfois difficilement conciliables.

Beaucoup de questions sont à poser - et si possible à résoudre - pour avancer, en voici quelques-unes :

- dans une situation où les intérêts immédiats d'alliances, les risques d'éclatement, parasitent les débats plus fondamentaux (je parle de la gauche anti-capitaliste, le terme anti-libéral est décidément porteur de trop de confusion), définir des axes de débat et de travail, pour trouver « sur le terrain » des luttes ou des idées, les partenaires privilégiés-és?
- quelle forme, quel ton de dialogue à trouver qui évite l'affrontement stérile –et tellement attendu – et où notre présence soit entendue, reconnue et respectée ?

Certaines options choisies dans notre département (*ne plus écrire dans le Patriote après le clash de la candidature, ce qui est ressorti de la négociation des législatives*) nous conduisent - le PC et nous - à camper chacun sur nos positions , considérant l'autre comme traître à la cause, ou incapable d'évoluer, suivant l'histoire politique et le point de vue de chaque « camp ».

Quel gâchis et quel recul, en gardant bien évidemment à l'esprit les difficultés réelles de dialogue.

Le travail engagé dans le cadre de la Gauche Antilibérale nous apporte d'autres difficultés et d'autres fossés culturo- politiques à dépasser (croissance et décroissance, écologie et projet de société...les références ne sont pas toujours communes, loin de là).

Les partenaires avec lesquels nous devons construire, il y en a dans les différentes organisations et mouvements antilibéraux/ anticapitalistes ; il y a surtout des inorganisés, qui abordent ces problèmes et un éventuel engagement de manière assez éloignée de nos trajectoires.

Quel cap prendre pour ne pas se laisser « enfermer », piéger même, dans des affrontements qui n'apportent pas de réponses aux divergences affichées ?

Un travail s'appuyant sur la réflexion autogestionnaire, féministe, solidaire et écologiste lié à des dossiers locaux et aux débats nationaux (Assises,..) doit nous permettre de rester dans l'affrontement des idées, et la possibilité de construire.

Marcelle Monzeglio

Troisième trimestre 2007

6

RECUEIL 1
Analyses et perspectives politiques

Rouge-Vert info

